ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, le 29 janvier 1985, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 7 août 1973 relatif à la publicité des actes et documents concernant les sociétés commerciales et les sociétés civiles à forme commerciale", a donné le 1er février 1985 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 29e januari 1985 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 augustus 1973 betreffende de openbaarmaking van akten en stukken betreffende handelsvennootschappen en burgerlijke vennootschappen die de rechtsvorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen", heeft de 1ste februari 1985 het volgend advies gegeven :

EXAMEN DU TEXTE.

PREAMBULE.

Les alinéas 1er et 2 seraient mieux rédigés comme suit :

"Vu les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935, notamment l'article 10 modifié par les lois des 6 mars 1973 et 24 mars 1978, et l'article 12 modifié par les lois des 6 mars 1973, 24 mars 1978 et 5 décembre 1984;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1973 relatif à la publicité des actes et documents concernant les sociétés commerciales et les sociétés civiles à forme commerciale, modifié par les arrêtés royaux des 25 mars 1978, 23 février 1984 et 19 décembre 1984;".

A l'alinéa 3 l'usage recommande d'écrire "... notamment l'article 7 modifié par ...".

DISPOSITIF.

Article 1er.

Le texte suivant est proposé :

"Article 1er.-

L'intitulé de l'arrêté royal du 7 août 1973 relatif à la publicité des actes et documents concernant les sociétés commerciales et les sociétés civiles à forme commerciale, modifié par l'arrêté royal du 25 mars 1978, est remplacé par l'intitulé suivant :

"Arrêté royal relatif à la publicité des actes et documents des sociétés et des entreprises".

.../...

Article 2.

Il n'est pas d'usage de préciser le numéro de l'article d'un arrêté modificatif.

La même remarque vaut pour l'article 4, l'article 5 et l'article 7 (devenant l'article 6).

Article 3.

Il est proposé de rédiger l'article comme suit :

"Article 3.-

A l'article 5 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 25 mars 1978, sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 5, l'alinéa 4 est abrogé;

2° au paragraphe 5, alinéa 5, les mots "de l'objet de celle-ci" sont remplacés par les mots "de l'objet et de la date de dépôt de celle-ci";

3° il est ajouté un paragraphe 6 rédigé comme suit :

"§ 6. Les paragraphes 1er et 2, le paragraphe 3, alinéas 2 à 6, et les paragraphes 4 et 5 sont applicables aux registres visés à l'article 10, § 3, de l'arrêté royal du 12 septembre 1983 portant exécution de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises".

.../...

Article 4.

Article 6 en projet.

Observation préliminaire.

Compte tenu des champs d'application différents du paragraphe 1er, alinéas 1er à 3, d'une part, et du paragraphe 1er, alinéa 4, ainsi que du paragraphe 2, d'autre part, il s'indique de détacher du paragraphe 1er l'alinéa 4 ainsi que les alinéas 5 et 6 nouveaux proposés ci-après, et d'en faire un paragraphe 2 nouveau, le paragraphe 2 en projet devenant alors le paragraphe 3 et les paragraphes suivants étant renumérotés en conséquence.

Paragraphe 1er.

L'alinéa 1er se réfère à des "actes, extraits d'actes et documents dont la publication par la voie du Moniteur est requise" (1).

L'alinéa 2 vise les actes donnant lieu à publication par mention, les comptes annuels, les documents cités à l'article 80, alinéa 2, des lois coordonnées, les comptes consolidés et les documents joints à ceux-ci.

La question se pose de savoir si l'alinéa 2 déroge ou non à l'alinéa 1er, compte tenu de la généralité des termes utilisés à l'alinéa 1er qui vise toute forme de publication (par extrait ou par mention).

.../...

---

(1) Dans le texte français, il y a lieu d'ajouter le mot "belge" après le mot "Moniteur".

Des renseignements fournis au Conseil d'Etat, il ressort que la réponse est affirmative. Aussi, l'alinéa 1er doit-il commencer par les mots : "Sous réserve des alinéas 2 et 3, ...".

+

Pour éviter toute confusion entre l'acte juridique et la pièce matérielle sur laquelle il est établi, les mots "documents déposés", qui figurent au début de l'alinéa 4 (devenant le paragraphe 2), doivent être remplacés par les mots "pièces déposées".

La même remarque vaut pour le 4° du même alinéa et pour la phrase introductive du paragraphe 2 (devenant le paragraphe 3).

+

A l'alinéa 4 (devenant le paragraphe 2), 3°, la phrase "cette condition ne s'applique pas aux expéditions d'actes authentiques ni à la notice imprimée au verso des documents normalisés" doit être déplacée à la fin du paragraphe 2 nouveau, sous la forme d'un nouvel alinéa rédigé comme suit :

"La condition visée au 3°, ne s'applique ni aux expéditions ...".

.../...

La même remarque vaut pour l'alinéa 4 (devenant le paragraphe 2), 6°, dont la phrase "cette condition ne s'applique pas au texte des mentions", devrait constituer le dernier alinéa du paragraphe 2 nouveau, dans la forme suivante :

"La condition visée au 6°, ne s'applique pas au texte des mentions".

+

L'alinéa 4 (devenant le paragraphe 2), 4°, dispose qu'il ne peut être utilisé qu'une seule langue par document déposé.

Si ce texte devait être compris comme interdisant aux sociétés et entreprises de rédiger leurs actes dans plus d'une langue, il méconnaîtrait l'article 23 de la Constitution. Selon les renseignements fournis au Conseil d'Etat, ce texte doit être compris comme ne comportant pas une telle interdiction mais bien comme obligeant les sociétés et entreprises qui ont rédigé leurs actes dans plus d'une langue, à déposer autant d'exemplaires qu'il y a de langues employées.

+

L'alinéa 4 (devenant le paragraphe 2), 6°, tout comme le paragraphe 2 (devenant le paragraphe 3), alinéa 1er, 1°, 2° et 5°, le paragraphe 2 (devenant le paragraphe 3), alinéa 2, et le paragraphe 3 (devenant le paragraphe 4), se réfèrent aux "sociétés". Il ressort cependant de l'article 10, § 4, de l'arrêté royal du 12 septembre 1983 portant exécution de la loi du 17 juillet 1975

.../...

relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, ainsi que de l'article 6 en projet, paragraphe 1er, alinéa 2, et paragraphe 2 (devenant le paragraphe 3), alinéa 1er, 4°, que les dispositions précitées s'appliquent aussi aux comptes annuels des organismes publics exerçant une mission statutaire à caractère commercial, financier ou industriel, visés à l'article 1er, alinéa 1er, 3°, de la loi précitée du 17 juillet 1975.

Par conséquent, il conviendrait de préciser, dans chacune des dispositions susmentionnées, qu'il s'agit des sociétés ou entreprises (1).

+

Le texte néerlandais de l'alinéa 4 (devenant le paragraphe 2), 3° à 7°, devrait être rédigé comme il est indiqué dans le texte néerlandais du présent avis.

Le texte français de l'alinéa 4 (devenant le paragraphe 2), 7°, devrait être rédigé comme suit :

"7° réserver une zone horizontale blanche d'au moins vingt millimètres en haut de chaque page".

Paragraphe 2 (devenant le paragraphe 3).

A l'alinéa 1er, 3°, il faut écrire :

"3° l'adresse précise du siège social de la société ou de l'entreprise (commune, rue, numéro);".

+

.../...

(1) Sont ici visées les entreprises au sens de l'article 10, § 1er, de l'arrêté royal du 12 septembre 1983.

A l'alinéa 1er, 4°, il faut écrire :

"4° le numéro d'immatriculation de la société ou de l'entreprise, selon le cas, ...".

+

A l'alinéa 1er, 5°, il faut écrire :

"5° le numéro d'immatriculation qui a été attribué à la société ou à l'entreprise pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée ou, si la société ou l'entreprise n'est pas assujettie, la mention "non assujetti";".

+

L'alinéa 1er, 6°, ne se comprend que pour les copies qui sont destinées au Moniteur belge en vue d'être publiées. Par contre, pour toutes les pièces qui sont déposées et restent dans les dossiers du greffe, cette mention paraît inadéquate.

Il conviendrait en conséquence de préciser la condition visée à l'alinéa 1er, 6°, en ajoutant les mots "lorsque la pièce doit faire l'objet d'une publication".

.../...

Paragraphe 3 (devenant le paragraphe 4).

A la fin du paragraphe, il faut écrire : "... son numéro d'immatriculation au registre visé au paragraphe 3, alinéa 1er, 4°".

Paragraphe 4 (devenant le paragraphe 5).

Le texte suivant est proposé pour l'alinéa 1er :

"§ 5. Les entreprises dont les comptes annuels sont établis conformément aux schémas annexés à l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises, doivent faire usage d'un document normalisé pour le dépôt au greffe des comptes annuels et des documents visés à l'article 80 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Le document normalisé est conforme au modèle IV, a ou b, annexé au présent arrêté. Le modèle IV, b, est utilisé par les entreprises visées à l'article 7, § 2, de l'arrêté précité du 8 octobre 1976, et le modèle IV, a, par les autres entreprises.

Le document normalisé est édité par la Banque nationale de Belgique".

+

.../...

L'alinéa 4, devenant l'alinéa 6, gagnerait à être rédigé comme suit :

"Pour les entreprises autres que celles qui sont visées à l'alinéa 1er, la première page de leurs comptes annuels déposés au greffe doit être établie selon la formule IV, a, annexée au présent arrêté, sauf en ce qui concerne les indications relatives au nombre de pages normalisées déposées et au numéro des pages normalisées non déposées. Les comptes consolidés sont présentés selon les mêmes règles".

Paragraphe 6 (devenant le paragraphe 7).

L'alinéa 3 gagnerait à être rédigé comme suit :

"Le dépôt au greffe des comptes annuels et des documents visés à l'article 80 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales fait l'objet d'une mention unique ... (la suite comme au projet)".

+

L'alinéa 4 serait mieux rédigé comme suit :

"Le dépôt au greffe de l'expédition ou du double des actes visés à l'article 10, § 1er, alinéa 4, et à l'article 12, §§ 1er et 2, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, des mandats authentiques ou privés et des rapports des réviseurs d'entreprises visés à l'article 10 des mêmes lois coordonnées ainsi que des rapports visés aux articles 33bis, § 3, 34bis, §§ 3 et 4, et 170 desdites lois coordonnées fait l'objet d'une mention apposée au bas de l'extrait de l'acte soumis à publication aux annexes du Moniteur belge, et auquel ils se rapportent".

.../...

Les articles 33bis, § 3, 34bis, §§ 3 et 4, et 170 ne sont pas mentionnés à l'article 10, § 1er, alinéa 5, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. La simultanéité du dépôt des rapports des reviseurs d'entreprises et des actes auxquels ont trait ces rapports est imposée par ledit article 10 dans certains cas seulement et pas dans ceux qui sont visés par les articles précités.

L'alinéa 4, tel qu'il est rédigé, tendrait donc à imposer la simultanéité dans des cas pour lesquels elle n'a pas été prévue par l'article 10, § 1er, alinéa 5, des lois coordonnées.

Paragraphe 7 (devenant le paragraphe 8)

Il y a lieu d'écrire :

"Le paragraphe 2, alinéa 1er, et les paragraphes 4 et 6 ne sont pas applicables aux actes, ... (la suite comme au projet)".

Article 5.

Article 7 en projet.

Paragraphe 1er.

L'alinéa 2 prévoit que certains actes et documents peuvent être adressés au greffe par lettre missive ou par pli recommandé. Or l'article 10, § 1er, alinéa 1er, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales vise uniquement le "dépôt" au greffe du tribunal de commerce.

.../...

Il n'appartient pas au Roi d'organiser un mode de transmission au greffe des actes et documents, qui diffère de la formalité établie par la loi.

L'alinéa 2 devrait donc être omis.

La même observation vaut pour l'article 6 du projet, qui devrait également être omis.

Paragraphe 2.

La rédaction suivante est proposée :

"§ 2. Les dépôts ne sont reçus que moyennant respect des dispositions de l'article 6, §§ 1er à 3, § 5, alinéas 1er à 4 et 6, § 6, alinéa 1er, et § 7, alinéas 1er et 4, et règlement des frais relatifs à la publicité, selon les modalités prévues au paragraphe 3 du présent article".

Paragraphe 3.

Au début de l'alinéa 1er, il faut écrire :

"Les frais de publication aux annexes du Moniteur belge, des actes...".

Il y aurait lieu de préciser que l'assignation postale et le chèque doivent être établis à l'ordre du Moniteur belge.

.../...

Au même alinéa, il faut écrire "... sur un établissement de crédit visé à l'article 1er de l'arrêté royal n° 56 du 10 novembre 1967 qui en certifie le payement ou, par acte séparé, garantit celui-ci".

+

A l'alinéa 2, la première phrase gagnerait à être rédigée comme suit :

"Les frais de publicité des documents dont le dépôt au greffe du tribunal de commerce est imposé par l'article 80 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, en ce compris les frais de publication aux annexes du Moniteur belge de la mention relative au dépôt de ces documents, sont réglés...".

Article 7 (devenant l'article 6).

Au paragraphe 2 de l'article 9 en projet, il suffit d'écrire : "... par l'article 80, alinéa 3, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales".

Article 8 (devenant l'article 7).

Il faut écrire :

"L'article 15bis, inséré dans le même arrêté par l'arrêté royal du 25 mars 1978, est complété par l'alinéa suivant :

....".

.../...

Article 9 (devenant l'article 8).

L'alinéa 2 devrait être rédigé comme suit :

"Toutefois, l'article 6, § 5, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 7 août 1973, inséré par le présent arrêté, est applicable pour la première fois ... (la suite comme au projet)".

+

L'alinéa 3 devrait constituer l'article 9 du projet.

ANNEXES.

Les quatre annexes doivent être introduites chacune par un intitulé "Formule IV, A", "Formule IV, B", "Formule V", et "Formule VI".

Les annexes doivent se terminer par la formule "Vu pour être annexé à l'arrêté royal du ...", suivie de la signature et du contreseing, comme l'arrêté lui-même.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

AANHEF.

Het eerste en het tweede lid zouden beter als volgt worden geredigeerd :

"Gelet op de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935, inzonderheid op artikel 10, gewijzigd bij de wetten van 6 maart 1973 en 24 maart 1978, en op artikel 12, gewijzigd bij de wetten van 6 maart 1973, 24 maart 1978 en 5 december 1984;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 augustus 1973 betreffende de openbaarmaking van akten en stukken betreffende handelsvennootschappen en burgerlijke vennootschappen die de rechtsvorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 maart 1978, 23 februari 1984 en 19 december 1984;".

In het derde lid schrijve men, zoals gebruikelijk is : "... inzonderheid op artikel 7, gewijzigd bij ...".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 1.

Het opschrift van het koninklijk besluit van 7 augustus 1973 betreffende de openbaarmaking van akten en

.../...

stukken betreffende handelsvennootschappen en burgerlijke vennootschappen die de rechtsvorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 maart 1978, wordt vervangen door het volgende opschrift :

"Koninklijk besluit betreffende de openbaarmaking van akten en stukken van vennootschappen en ondernemingen".

Artikel 2.

Het is niet gebruikelijk het nummer van het artikel van een wijzigingsbesluit aan te geven.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 4, artikel 5 en artikel 7 (dat artikel 6 wordt).

Artikel 3.

Voorgesteld wordt het artikel als volgt te redigeren :

"Artikel 3.

In artikel 5 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 maart 1978, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 5 wordt het vierde lid opgeheven;

2° in paragraaf 5, vijfde lid, worden de woorden "het volgnummer en de korte inhoud" vervangen door de woorden "het volgnummer, het onderwerp en de datum van de neerlegging";

3° een paragraaf 6 wordt toegevoegd, luidend als volgt :

"§ 6. De paragrafen 1 en 2, paragraaf 3, tweede tot zesde lid, en de paragrafen 4 en 5 zijn van toepassing op de registers bedoeld in artikel 10, § 3, van het koninklijk besluit van 12 september 1983 tot uitvoering van de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen".

.../...

Artikel 4.

Ontworpen artikel 6.

Voorafgaande opmerking.

Gelet op het verschil in werkingssfeer tussen eensdeels paragraaf 1, eerste tot derde lid, en anderdeels paragraaf 1, vierde lid, en paragraaf 2, is het aangewezen het vierde lid en het hierna voorgestelde vijfde en zesde lid los te maken van paragraaf 1 en er een nieuwe paragraaf 2 van te maken, waarbij de ontworpen paragraaf 2 dan paragraaf 3 zou worden en de volgende paragrafen dienovereenkomstig zouden worden vernummerd.

Paragraaf 1.

Het eerste lid heeft betrekking op "akten, uittreksels van akten en stukken die in het Belgisch Staatsblad moeten worden bekendgemaakt" (1).

Het tweede lid slaat op de akten die bij wijze van mededeling moeten worden bekendgemaakt, de jaarrekening, de stukken bedoeld in artikel 80, tweede lid, van de gecoördineerde wetten, de geconsolideerde jaarrekening en de daarbij gevoegde stukken.

De vraag rijst of het tweede lid al dan niet afwijkt van het eerste lid, gelet op de algemene bewoordingen van het eerste lid, dat slaat op elke vorm van bekendmaking (bij uittreksel of in de vorm van een mededeling).

.../...

(1) In de Franse tekst behoort het woord "belge" te worden ingevoegd na het woord "Moniteur".

Naar aan de Raad van State is medegedeeld, luidt het antwoord bevestigend. Het eerste lid moet dan ook beginnen met de woorden : "Onder voorbehoud van de leden 2 en 3, worden ...".

+

Om elke verwarring te vermijden tussen de rechtshandeling en het materiële bescheid waarin die handeling wordt vastgesteld, moeten de woorden "neergelegde stukken" vooraan in het vierde lid (dat paragraaf 2 wordt), vervangen worden door de woorden "neergelegde bescheiden".

Dezelfde opmerking geldt voor de tekst onder 4° van hetzelfde lid en voor de volzin die paragraaf 2 (die paragraaf 3 wordt) inleidt.

+

In het vierde lid (dat paragraaf 2 wordt), 3°, moet de volzin "dit vereiste geldt niet voor expedities van authentieke akten, evenmin als voor de toelichting gedrukt op de rugzijde van de standaardformulieren" verplaatst worden naar het slot van de nieuwe paragraaf 2, in de vorm van een nieuw lid, dat als volgt wordt geredigeerd :

"Het in 3° bedoelde vereiste geldt niet voor expedities...".

.../...

Dezelfde opmerking geldt voor het vierde lid (dat paragraaf 2 wordt), 6°, waarvan de volzin "dit vereiste geldt niet voor de tekst van de mededelingen", het laatste lid van de nieuwe paragraaf 2 zou moeten vormen, in de volgende redactie :

"Het in 6° bedoelde vereiste geldt niet voor de tekst van de mededelingen".

+

Het vierde lid (dat paragraaf 2 wordt), 4°, bepaalt dat per neergelegd stuk slechts eenzelfde taal mag worden gebruikt.

Ingeval die tekst begrepen moet worden als een verbod voor de vennootschappen en de ondernemingen om hun akten in meer dan één taal te redigeren, zou hij artikel 23 van de Grondwet miskennen. Naar aan de Raad van State is medegedeeld, moet die tekst geacht worden zulk een verbod niet te bevatten, maar wel ertoe te strekken de vennootschappen en ondernemingen die hun akten in meer dan één taal hebben geredigeerd, te verplichten zoveel exemplaren neer te leggen als er talen zijn gebruikt.

+

In het vierde lid (dat paragraaf 2 wordt), 6°, evenals in paragraaf 2 (die paragraaf 3 wordt), eerste lid, 1°, 2° en 5°, in paragraaf 2 (die paragraaf 3 wordt), tweede lid, en in paragraaf 3 (die paragraaf 4 wordt), is er sprake van de "vennootschappen". Uit artikel 10, § 4, van het koninklijk

.../...

besluit van 12 september 1983 tot uitvoering van de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen, alsmede uit het ontworpen artikel 6, paragraaf 1, tweede lid, en paragraaf 2 (die paragraaf 3 wordt), eerste lid, 4°, blijkt evenwel dat de eerdervermelde bepalingen ook van toepassing zijn op de jaarrekening van de openbare instellingen die een statutaire opdracht vervullen van commerciële, financiële of industriële aard, welke bedoeld zijn in artikel 1, eerste lid, 3°, van voornoemde wet van 17 juli 1975.

Bijgevolg zou in elk van de hierboven vermelde bepalingen nader dienen te worden bepaald dat het gaat om vennootschappen of ondernemingen (1).

+

De Nederlandse tekst van het vierde lid (dat paragraaf 2 wordt), 3° tot 7°, zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"3° alleen op de voorzijde beschreven zijn;

4° per neergelegd bescheid slechts eenzelfde taal gebruiken;

5° getijpt, gedrukt of gekopieerd zijn, uitsluitend in zwarte letters met een scherp contrast tussen tekst en papier en duidelijk leesbaar zijn;

.../...

(1) Hier worden bedoeld de ondernemingen in de zin van artikel 10, § 1, van het koninklijk besluit van 12 september 1983.

6° naar gelang van het geval ondertekend zijn door de notaris die de akte opmaakt of door de personen die bevoegd zijn om de vennootschap tegenover derden te vertegenwoordigen, waarbij de naam en de hoedanigheid van de ondertekenaars dienen te worden vermeld;

7° bovenaan elk blad een horizontale strook van tenminste twintig millimeter open laten".

De Franse tekst van het vierde lid (dat paragraaf 2 wordt), 7°, zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"7° réserver une zone horizontale blanche d'au moins vingt millimètres en haut de chaque page".

Paragraaf 2 (die paragraaf 3 wordt).

In het eerste lid, 3°, schrijve men :

"3° de nauwkeurige aanwijzing van de zetel van de vennootschap of van de onderneming (gemeente, straat, nummer);".

+

In het eerste lid, 4°, schrijve men :

"4° het nummer van inschrijving van de vennootschap of van de onderneming in, naar gelang van het geval, ...".

+

In het eerste lid, 5°, schrijve men :

"5° het registratienummer dat aan de vennootschap of aan de onderneming is toegekend voor de toepassing van de belasting over de toegevoegde waarde of, indien de vennootschap of de onderneming aan die belasting niet onderworpen is, de vermelding "niet onderworpen";".

+

Het eerste lid, 6°, valt alleen te begrijpen voor de kopieën die bestemd zijn voor het Belgisch Staatsblad met het oog op hun bekendmaking. Daarentegen lijkt die vermelding irrelevant voor alle stukken die worden neergelegd en in de dossiers van de griffie blijven berusten.

De in het eerste lid, 6°, bedoelde voorwaarde behoort derhalve nader te worden bepaald door toevoeging van de woorden : "wanneer het stuk moet worden bekendgemaakt".

Paragraaf 3 (die paragraaf 4 wordt).

Aan het slot van de paragraaf schrijve men : "... het nummer van inschrijving in het register bedoeld in paragraaf 3, eerste lid, 4°".

Paragraaf 4 (die paragraaf 5 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld voor het eerste lid :

"§ 5. De ondernemingen waarvan de jaarrekening opgemaakt wordt overeenkomstig de schema's die gevoegd zijn bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen, moeten voor de neerlegging ter griffie van de jaarrekening en van de in artikel 80 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen bedoelde stukken, een standaardformulier gebruiken.

Het standaardformulier is conform het bij dit besluit gevoegde model IV, a of b. Model IV, b, wordt gebruikt door de ondernemingen die bedoeld zijn in artikel 7, § 2, van het voormelde besluit van 8 oktober 1976, en model IV, a, door de overige ondernemingen.

Het standaardformulier wordt uitgegeven door de Nationale Bank van België".

+

Het vierde lid, dat het zesde lid wordt, zou beter als volgt worden geredigeerd :

.../...

"Voor de ondernemingen die niet bedoeld zijn in het eerste lid, moet het eerste blad van hun ter griffie neergelegde jaarrekening opgemaakt zijn volgens het bij dit besluit gevoegde formulier IV, a, behalve wat de vermelding van het aantal neergelegde gestandaardiseerde bladen en het nummer van de niet neergelegde gestandaardiseerde bladen betreft. De geconsolideerde rekeningen worden volgens dezelfde regels voorgesteld".

+

Paragraaf 6 (die paragraaf 7 wordt).

Het zou beter zijn het derde lid als volgt te redigeren :

"Aangaande de neerlegging ter griffie van de jaarrekening en van de in artikel 80 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen bedoelde stukken wordt één enkele mededeling gedaan ... (voorts zoals in het ontwerp)".

+

Het vierde lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Aangaande de neerlegging ter griffie van een expeditie of van een dubbel van de akten, bedoeld in artikel 10, § 1, vierde lid, en in artikel 12, §§ 1 en 2, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, van de authentieke of onderhandse volmachten en van de verslagen van de bedrijfsrevisoren, bedoeld in artikel 10 van dezelfde gecoördineerde wetten alsook van de verslagen bedoeld in de artikelen 33bis, § 3, 34bis, §§ 3 en 4, en 170 van de genoemde gecoördineerde wetten, wordt een vermelding aangebracht onderaan op het in de bijlagen tot het Belgisch Staatsblad bekend te maken uittreksel van de akte, waarop zij betrekking hebben".

De artikelen 33bis, § 3, 34bis, §§ 3 en 4, en 170 zijn niet vermeld in artikel 10, § 1, vijfde lid, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen. Slechts voor een aantal gevallen, waaronder niet die welke door de voormelde artikelen bedoeld worden, bepaalt het genoemde artikel 10 dat de verslagen van de bedrijfsrevisoren tegelijk met de akten waarop zij betrekking hebben, moeten worden neergelegd.

Zoals het vierde lid thans is geformuleerd, zou het tot gelijktijdige neerlegging verplichten in gevallen waarin die gelijktijdigheid niet voorgeschreven is bij artikel 10, § 1, vijfde lid, van de gecoördineerde wetten.

Paragraaf 7 (die paragraaf 8 wordt).

Men schrijve :

"Paragraaf 2, eerste lid, en de paragrafen 4 en 6 zijn niet van toepassing op de akten ..., overeenkomstig de artikelen 198 en 199 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen neergelegd door buitenlandse ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 5.

Ontworpen artikel 7.

Paragraaf 1.

Het tweede lid bepaalt dat sommige akten en stukken per gewone brief of aangetekend aan de griffie toegezonden mogen worden. Artikel 10, § 1, eerste lid, van de gecoördi-

.../...

neerde wetten op de handelsvennootschappen voorziet echter uitsluitend in "neerlegging" ter griffie van de rechtbank van koophandel.

Het komt de Koning niet toe de wijze waarop de akten en de stukken aan de griffie bezorgd worden, anders te regelen dan bij de wet is voorgeschreven.

Het tweede lid zou dus moeten vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 6 van het ontwerp, dat eveneens zou moeten vervallen.

Paragraaf 2.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"§ 2. De neer te leggen stukken worden slechts in ontvangst genomen als de bepalingen van artikel 6, §§ 1 tot 3, § 5, leden 1 tot 4 en 6, § 6, eerste lid, en § 7, leden 1 en 4, in acht zijn genomen, en als de kosten van openbaarmaking betaald zijn op de in paragraaf 3 van dit artikel voorgeschreven wijze".

Paragraaf 3.

Aan het begin van het eerste lid moet worden geschreven :

"De kosten van bekendmaking in de bijlagen tot het Belgisch Staatsblad van akten ...".

Er zou nader bepaald moeten worden dat de postassignatie en de cheque aan de order van het Belgisch Staatsblad dienen te worden opgesteld.

.../...

In hetzelfde lid moet geschreven worden :

"op een in artikel 1 van het koninklijk besluit nr 56 van 10 november 1967 bedoelde kredietinstelling die de betaling ervan certifieert of, bij afzonderlijke akte, waarborgt".

+

Het zou beter zijn de eerste volzin van het tweede lid als volgt te redigeren :

"De kosten van openbaarmaking van de stukken waarvan de neerlegging ter griffie van de rechtbank van koophandel is voorgeschreven bij artikel 80 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, met inbegrip van de kosten van bekendmaking, in de bijlagen tot het Belgisch Staatsblad, van de vermelding van de neerlegging van die stukken, worden betaald ...".

Artikel 7 (dat artikel 6 wordt).

In paragraaf 2 van het ontworpen artikel 9 is het voldoende te schrijven : "... door artikel 80, derde lid, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen".

Artikel 8 (dat artikel 7 wordt).

Men schrijve :

"Artikel 15bis, in hetzelfde besluit ingevoegd bij het koninklijk besluit van 25 maart 1978, wordt aangevuld met het volgende lid :

...".

Artikel 9 (dat artikel 8 wordt).

Het tweede lid zou als volgt geredigeerd moeten worden :

"Artikel 6, § 5, eerste lid, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1973, ingevoegd bij dit besluit, is evenwel voor de eerste maal van toepassing op ... (voorts zoals in het ontwerp)".

+

Het derde lid zou artikel 9 van het ontwerp moeten vormen.

BIJLAGEN.

De vier bijlagen behoren elk een opschrift te dragen : "Formulier IV, A", "Formulier IV, B", "Formulier V", en "Formulier VI".

De bijlagen moeten eindigen met de formule : "Ons bekend om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van ...", gevolgd door de handtekening en de medeondertekening, zoals het besluit zelf.

La chambre était composée de

Messieurs : J. LIGOT, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

A. VANWELKENHUYZEN, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. A. VANWELKENHUYZEN.

Le rapport a été présenté par M. M. HANOTIAU, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. A. VANWELKENHUYZEN

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. HANOTIAU, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. J. LIGOT.